



Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

LA DÉMOGRAPHIE POLITIQUE DU CONFLIT AU MALI

Christian Leuprecht et Philippe Roseberry

Un rapport du projet Stabiliser le Mali
JUIN 2018

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal
455, boul. René-Lévesque Est, Pavillon Hubert-Aquin
4e étage, bureau A-4410
Montréal (Québec) H2L 4Y2
chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

© Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques | UQAM
Tous droits de reproduction, de traduction ou d'adaptation réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-922844-84-9
Juin 2018

Table des matières

Avant-propos	iv
Résumé	v
Introduction	7
Le Profil démographique et les tendances démographiques au Mali et au Sahel	8
La désagrégation des tendances démographiques au Mali	10
<i>Tendances démographiques générales par région</i>	10
<i>La démographie ethnique du Mali</i>	13
Les tendances du déplacement intérieur et transfrontalier de la population	16
<i>Migration économique et sociale (récurrente)</i>	16
<i>Réfugiés : étrangers au Mali et Maliens à l'extérieur du pays</i>	19
<i>Personnes déplacées internes (PDI)</i>	23
Conclusion	24
Bibliographie	26
À propos des auteur.e.s	28
À propos du Centre FrancoPaix	39

Avant-propos

Le rapport qui suit est une analyse démographique des dynamiques conflictuelles au Mali. Il démontre comment des facteurs agrégés telle la mortalité, la fécondité et la migration peuvent exposer le pays à un plus grand risque de conflit, mais sans constituer des explications causales au conflit. Ces facteurs peuvent être aggravants, mais sans nécessairement engendrer des dynamiques violentes ou conflictuelles.

Le Centre FrancoPaix a publié plusieurs rapports et analyses complémentaires qui couvrent différents aspects et différentes dimensions de la situation au Mali. Un rapport final sera publié au printemps 2018. Les pages suivantes font donc partie intégrante d'un effort de recherche collectif.

En effet, en septembre 2016, le Centre FrancoPaix a mis en œuvre un projet de recherche d'envergure sur le conflit malien et ses engagements internationaux. Intitulé « Stabiliser le Mali : les défis de la résolution des conflits », le projet vise à produire une analyse scientifique rigoureuse des dynamiques du conflit malien. Misant sur des analyses multidisciplinaires et multidimensionnelles de la situation et des possibilités d'action, au moyen d'une panoplie de méthodes qualitatives et quantitatives et en s'adjoignant l'aide d'une équipe de huit chercheurs experts, l'initiative vise à établir les liens et les relations entre les variables multiples, notamment les corrélations entre les dynamiques du conflit et celles de l'intervention internationale. En l'occurrence, le projet Mali contribuera à développer une compréhension détaillée et enrichie du conflit et des ouvertures pour établir la paix.

Nul ne peut douter de la complexité de la situation au Mali. Les difficultés inhérentes au processus de paix sont évidentes. Les limites de la médiation et des interventions internationales sont considérables, et certains diront, contre-productives. Nous ne prétendons pas connaître ou avoir découvert la solution au conflit malien, mais nous sommes convaincus que notre approche et notre équipe sauront cerner et analyser les liens cruciaux entre les diverses dimensions du conflit, ce qui permettra incidemment de jeter un nouvel éclairage sur celui-ci.

Bonne lecture.

Bruno Charbonneau

Professeur agrégé de science politique

Université Laurentienne

Directeur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal

Résumé

Cette étude examine la relation entre les conflits et les tendances démographiques au Mali - notamment la fécondité, la mortalité et la migration. La démographie du Mali est similaire à celle des pays voisins, le Niger, le Burkina Faso et la Guinée, et reflète des tendances plus larges à travers l'Afrique subsaharienne : croissance démographique rapide, taux de fécondité élevés, services gouvernementaux médiocres et une augmentation de la population jeune urbaine au chômage. Ces facteurs agrégés peuvent exposer un pays à un plus grand risque de conflit, mais, contrairement aux attentes, ils n'offrent pas réellement une explication causale au conflit au Mali.

LA DÉMOGRAPHIE POLITIQUE DU CONFLIT AU MALI

INTRODUCTION

Cette étude examine le rapport entre le conflit et les tendances démographiques au Mali – notamment la fécondité, la mortalité et la migration. Le profil démographique du Mali ressemble à celui des pays avoisinants comme le Niger, le Burkina Faso et la Guinée, et reflète des tendances plus générales qui existent partout en Afrique subsaharienne : une croissance démographique rapide, un taux de fécondité élevé, des services publics de piètre qualité et une explosion de la population urbaine de jeunes sans-emplois. Pris ensemble, ces facteurs démographiques pourraient exposer un pays à un plus haut risque de conflit, mais cela ne constitue pas une explication causale.

Les données démographiques pour le Mali deviennent plus intéressantes quand elles sont ventilées par région : on pourrait s'attendre à ce que le Nord soit perturbé sur le plan démographique, mais c'est plutôt le contraire qu'on constate. Des taux élevés de fécondité et de mortalité sont surtout observés dans la partie urbaine du Sud, du Centre et de l'Ouest. Toutefois, à l'encontre de ce à quoi l'on pourrait s'attendre, ce n'est pas le cas dans les régions du Nord qui sont souvent sujettes à des conflits, pas même dans les régions de Tombouctou et Gao. De même, il y a peu de migration interne ou externe vers le Nord. En revanche, les régions de Gao, Tombouctou et Kidal sont en train de se dépeupler et leur poids démographique diminue relativement aux régions plus peuplées du Mali. D'ailleurs, il ne semble pas non plus que le caractère multiethnique de la population soit derrière le conflit, à l'exception peut-être du cas des Touareg (Tamacheq), qui ne constituent que 3,5 % de la population, mais qui sont surreprésentés parmi les réfugiés maliens au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie. La plupart de ces réfugiés sont partis quand la violence a éclaté en 2012-2013, mais peu d'entre eux sont revenus, ainsi leur présence actuelle au pays n'augmente pas beaucoup la tension dans les communautés du Nord. En revanche, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) provoque certaines difficultés dans les communautés du Sud. En un mot, il est clair que les tendances démographiques, ethniques et migratoires dans les différentes régions du Mali ont un rapport avec les insurrections et le terrorisme dans le centre et le nord du pays, mais étant donné que la plupart des facteurs démographiques exerçant une pression sur la société malienne se situent dans le sud du pays, il ne

semble pas vraisemblable que des facteurs démographiques soient en cause dans le conflit dans le nord du pays. Toutefois, il est possible que le dépeuplement actuel du nord du pays augmente l'aliénation politique.

Le Profil démographique et les tendances démographiques au Mali et au Sahel

Le profil démographique du Mali est typique des pays de l'Afrique subsaharienne, où la pyramide des âges est faussée par les cohortes nombreuses de jeunes à cause d'un taux de fécondité élevé (6,4 naissances vivantes par femme, 2010-15, ONU 2017), un taux de mortalité élevé (84 décès pour 1 000 naissances vivantes, moyenne pour 2014-2015, ONU 2017), un faible PIB par habitant et un faible indice de développement humain (IDH). En 2016, le Mali avait le taux de croissance démographique le plus élevé de tous les pays de la CEDEAO : 3,0 % (Banque mondiale). Depuis 30 ans, l'IDH au Mali s'est amélioré, allant d'un score extrêmement faible de 0,165 en 1980 à un score de 0,442 en 2016, une amélioration quand même inférieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, qui est passée de 0,293 à 0,523 pendant la même période. Avant l'insurrection de 2013, le Mali avait connu une croissance économique très lente, avec des taux légèrement inférieurs à la moyenne des pays de la CEDEAO, bien que la croissance économique dépasse maintenant la moyenne de ces pays. Pendant la crise économique mondiale de 2008-2009, le PIB du Mali avait déjà baissé, et il a diminué encore après la montée de l'insécurité en 2012-2013. Par conséquent, la pauvreté, en termes absolus, demeure omniprésente¹. Le taux de pauvreté est passé de 55,6 % en 2001 à 47,5 % en 2006, et il se maintient en général à environ 43,6 % depuis 2009 (ONU 2017). L'économie est fortement dépendante de l'emploi informel, surtout dans les zones rurales, alors que l'emploi formel, qui se concentre dans le secteur industriel et celui des services, se trouve surtout à Bamako. À moins de 50 %, le taux de participation à la main-d'œuvre chez les Maliens âgés de 15 ans ou plus demeure le plus faible parmi les pays de la CEDEAO.

La situation démographique globale au Mali illustre assez bien la déformation de la pyramide des âges provoquée par la forte croissance démographique et la pauvreté dans la majeure

¹ La ligne absolue est la définition restrictive fournie par la Banque mondiale : 2 \$ (US) PPA par jour.

partie de l’Afrique subsaharienne et du Sahel. Le Tableau 1 présente des scores pour le Mali et pour l’ensemble de ses voisins qui, à la seule exception de l’Algérie, se trouvent tous dans l’Afrique subsaharienne. Le Tableau 1 inclut aussi les scores moyens à l’échelle régionale².

Tableau 1 : Région du Sahel – Indicateurs démographiques comparatifs (2014-2015)

Pays	PIB par habitant (PPA)	Taux de fécondité (‰)	Taux brut de natalité (‰)	Taux de décès (‰ personnes)	Taux de mortalité (enfant ‰ naissance vivante)	Population 0-14 (% du total)
Algérie	14 717	-	25,0	5,13	21,9	28,5
Burkina Faso	1 696	-	41,2	9,56	60,9	45,6
Côte d'Ivoire	3 513	-	37,1	13,55	66,6	42,5
Guinée	1 209	151,6	38,4	9,94	61	42,5
Mali	2 028	178,4	45,9	10,46	74,5	47,5
Mauritanie	3 891	85,5	29,1	7,95	65,1	40,0
Niger	9 55	211,3	45,8	9,12	57,1	50,5
Sénégal	2 421	92,2	37,3	6,21	41,7	43,8
Afrique subsaharienne (pays en développement)	3 712	114,0	-	10,1	56,3	42,9

Source : ONU 2017 ; Banque mondiale 2015

Pour tous les indicateurs démographiques principaux, les résultats du Mali sont considérablement pires que la moyenne de l’Afrique subsaharienne. Le taux de fécondité et le taux brut de natalité sont plus faibles que la moyenne de l’Afrique subsaharienne, les taux de décès et de mortalité sont plus élevés, et le Mali se classe deuxième dans la catégorie de la proportion de la population ayant entre 0 et 14 ans. Comme son Institut national de la statistique l’observe, ce mauvais score du Mali témoigne des mauvaises conditions de développement général, de l’accès très limité aux moyens de contraception et des faibles niveaux de scolarité, notamment chez les femmes (INSTAT 2009, 47). Le taux élevé de fécondité est compensé en partie par les taux élevés de décès et de mortalité, mais la proportion de la population ayant entre 0 et 14 ans demeure élevée et stable à plus de 45 % (Banque mondiale 2015). Par rapport aux autres pays dans la région, le

² La Tableau 1 inclut les scores pour tous les pays de l’Afrique subsaharienne excepté ceux à revenu élevé (Banque mondiale).

profil démographique du Mali correspond le plus à celui du Niger, les deux pays ayant un PIB similairement faible et des taux élevés de fécondité et de décès comparables. Au Niger, cependant, l'écart entre le taux de décès et le taux de mortalité est plus grand, ce qui semble indiquer que l'incidence de la mort relèverait davantage du conflit et des problèmes de santé des personnes âgées que de la mortalité infantile (comme dans le cas du Mali). Dans une perspective nationale globale, les tendances démographiques jouant un rôle au Mali semblent appuyer les arguments insistant sur les effets de renforcement des facteurs comme la forte croissance démographique, les taux élevés de fécondité et de mortalité, et une population dont presque la moitié se compose d'enfants et d'adolescents (Leahy 2010 ; Cincotta, Engelmand et Anastasion 2003 ; Leuprecht 2010).

La désagrégation des tendances démographiques au Mali

Tendances démographiques générales par région

Pour les régions et pour les zones rurales et urbaines, les scores pour les indicateurs démographiques clés et pour les indicateurs clés du développement brossent un portrait sombre de la situation socio-économique au Mali, mais ils mettent en relief aussi des tendances importantes qui témoignent des actions entreprises par le gouvernement national et l'ONU visant à assurer la stabilisation et le développement à long terme. D'abord, comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement du Mali et l'ONU constatent un écart profond entre les zones rurales et les zones urbaines en ce qui concerne les taux de fécondité, les taux de mortalité, le degré d'alphabétisation et l'accès aux services de base. Alors que la moyenne nationale comparative pour le taux de natalité est de 43 naissances vivantes par mille personnes, c'est 45,9 ‰ dans les zones rurales et seulement 35,2 ‰ dans les zones urbaines.

Les mêmes indicateurs démographiques indiquent aussi un écart important entre le Nord et le Sud qui reflète les niveaux récents (depuis 2013) d'insurrection suivant la rébellion des Touareg et de l'AQMI de 2012-2013. Le taux de naissances vivantes est beaucoup plus faible dans Tombouctou (31,8 ‰), Gao (32,3 ‰) et Kidal (29,3 ‰), les trois régions du nord du Mali, que dans les régions du sud du pays où il varie entre 39,7 ‰ (Mopti) et 44,3 ‰ (Sikasso), avec un taux de 35,7 ‰ au district de Bamako, qui est la capitale et la région la plus peuplée du Mali. Comme l'observe

l’Institut national de la statistique du Mali, les taux de natalité bruts et comparatifs se groupent dans une configuration bipolaire qui reproduit la configuration nord-sud manifeste dans d’autres indicateurs socio-économiques (INSTAT 2009, 27-28). Le Tableau 2 présente les taux de fécondité et de natalité au Mali ventilés par région.

Tableau 2 : Indicateurs de la croissance démographique par région (2009)

Région	Naissances vivantes ‰ (Taux brut, 2009)	Naissances vivantes ‰ (Indice comparatif, 2009)	Taux général de fécondité (2009) ‰	Indice synthétique de la fécondité (2009)
Sikasso	44,0	44,3	201,5	6,5
Bamako	43,0	35,7	164,2	5,1
Kayes	41,7	43,0	195,1	6,3
Koulikoro	41,7	43,0	194,9	6,3
Ségou	41,5	42,9	194,5	6,3
Mopti	37,4	39,7	181,1	5,8
Tombouctou	36,4	31,8	146,1	4,5
Gao	32,0	32,3	147,0	4,6
Kidal	26,9	29,3	120,4	3,6
Moyenne nationale	43,9	43,9	178,4	6,4

Source : INSTAT 2009 ; ONU 2017

Comme l’Institut national de la statistique du Mali l’observe aussi, une tendance particulière est en jeu dans la région de Kidal, la région du Mali qui est la plus au nord et qui a une frontière commune avec l’Algérie. Dans cette région, le taux brut de natalité est le plus faible au Mali (26,9 ‰), un taux correspondant à des tendances qui se reflètent dans d’autres indicateurs démographiques, comme un taux de fécondité de 3,6 enfants par femme alors que la moyenne nationale se situe à 6,4 enfants par femme (INSTAT 2009, 34).

Les taux de mortalité indiquent eux aussi une tendance bipolaire nord-sud forte, avec des taux de mortalité infantile nettement plus faibles dans les trois régions du nord du Mali, Gao, Tombouctou et Kidal. L’Institut national de la statistique du Mali explique le faible taux de mortalité brut et le faible taux de mortalité infantile dans la région de Kidal par sa faible densité de population et par l’effet des pratiques sanitaires et des institutions de santé de l’autre côté de la

frontière en Algérie (INSTAT 2009, 28). Bamako présente également un taux de mortalité nettement plus faible que la moyenne nationale grâce à la concentration des services de santé dans la capitale et au niveau de scolarité plus élevé. Le Tableau 3 présente les taux de mortalité générale et infantile ventilés par sexe et par région.

Tableau 3 : Indicateurs de la mortalité par région (2009)

Région	Taux de mortalité brut (‰)			Taux de mortalité infantile (‰)		
	Total	Male	Femelle	Total	Male	Femelle
Kayes	13,8	16,7	11,0	117,0	123,5	110,6
Koulikoro	12,4	14,8	10,1	101,6	115,5	95
Sikasso	14,0	16,5	11,6	126,7	129,1	120,8
Ségou	13,2	15,5	11,0	129,6	132,5	128,3
Mopti	13,5	15,8	11,3	118,0	124,5	114,8
Tombouctou	15,6	19,0	12,3	102,5	107,5	95,1
Gao	13,4	16,2	10,7	95,8	102,1	92,8
Kidal	8,2	9,4	6,9	64,7	67,6	62,6
Bamako	7,5	8,1	6,8	69,6	73,0	59,3
Moyenne nationale	12,5	14,8	10,1	104,0	105,0	99,0

Source : INSTAT 2009 ; ONU 2017

Alors que les taux de mortalité infantile montrent les mêmes tendances que les taux de fécondité et qu'ils mettent en relief le même écart déjà observé entre le Nord et le Sud, le taux de mortalité générale nécessite une analyse plus approfondie. Si l'exception représentée par Kidal s'appuie sur les deux indicateurs de mortalité, le taux de mortalité générale s'avère quand même plus élevé, en particulier chez les hommes, dans les régions nord de Tombouctou et Gao. Tombouctou – qui a été la région la plus durement éprouvée par l'insurrection et les opérations militaires en 2012-2013 et par des événements nouveaux liés à l'insurrection pendant la période 2013-2017 –, enregistre le taux de mortalité générale le plus élevé (19 ‰) dans le recensement de 2009 (INSTAT 2009, 28). La divergence entre le taux de mortalité générale et le taux de mortalité infantile, qui est plus près de la moyenne nationale, semble indiquer que le taux élevé de mortalité dans cette région ne serait pas entièrement attribuable à la mortalité au début de la vie et qu'il pourrait refléter des conditions générales plus violentes.

Dans l'ensemble, les tendances démographiques liées à la fécondité, la natalité et la mortalité au niveau régional n'appuient pas l'argument voulant que ce soit la crise démographique qui incite les jeunes hommes à s'insurger. Si cet argument était valide, on s'attendrait à observer des taux élevés de fécondité et de mortalité dans les trois régions du nord du Mali, où l'insurrection a surtout lieu. Mais ces régions enregistrent des taux inférieurs pour ces deux séries d'indicateurs. En ce qui concerne les taux de mortalité générale, c'est seulement les régions de Tombouctou et Gao qui montrent des tendances pouvant appuyer l'idée voulant que le nord du Mali soit plus violent. Alors que le taux global de mortalité au Mali a baissé considérablement au fil du temps – allant de 18,2 ‰ (1976) à 12,6 ‰ (1987) pour stagner ensuite à 12,5 ‰ – et que le taux de fécondité demeure résolument élevé, créant des conditions pouvant déclencher une crise démographique, le phénomène de la surpopulation est manifestement un problème du Sud. En effet, il appert que les régions du nord du Mali, qui sont constamment sujettes aux crises insurrectionnelles, perdent actuellement leur poids démographique, ce qui entraîne une baisse de la population touareg.

La démographie ethnique du Mali

Les données démographiques sur les groupes ethniques au Mali concernent un aspect fondamental de la dynamique démographique du pays. Comme Thad Dunning l'observe, le Mali est un pays très diversifié sur le plan ethnique, ayant plus de 12 groupes ethnonationalistes importants qui se définissent linguistiquement. Le score du Mali pour le fractionnement ethnique, c'est-à-dire la probabilité que deux individus choisis au hasard soient membres de groupes ethnolinguistiques différents, est de 0,84. Ce score s'approche de celui des pays aussi diversifiés sur le plan ethnique que le Kenya (0,89) et le Nigeria (0,85) (Alesina et al. 2003, 184–9). Dunning (2010, 23) observe que des sondages indiquent que les Maliens voient l'identité ethnique comme plus importante que des types d'identité potentiels fondés sur d'autres facteurs comme la religion, l'emploi ou le sexe des individus. En outre, des langues spécifiques sont associées à des régions particulières du Mali, et même si Bamako a des quartiers dans lesquels les groupes ethniques sont largement intégrés, certains demeurent linguistiquement définis (Dunning 2010, 23). Selon le recensement de 2009 du Mali, 94,84 % de la population est musulmane, 2,37 % de la population est chrétienne et 2,02 %, animiste (INSTAT 2009, 74). Les musulmans représentent un

pourcentage encore plus important dans les villes, les animistes se trouvant principalement dans les zones rurales. Quant aux langues des groupes ethniques se définissant linguistiquement, les plus importantes sont le bambara, parlé par 46 % de la population malienne, et le peul, parlé par 9,6 % de la population malienne. Le tamacheq, la langue berbère des Touaregs au Mali et ailleurs, est parlé par 3,5 % de la population malienne. Le Tableau 4 ventile les groupes ethniques principaux au Mali qui se définissent linguistiquement et indique la région et la zone (urbaine ou rurale) associées à eux.

Tableau 4 : Groupes ethnolinguistiques principaux au Mali (2009)

Groupe	Proportion de la population (%)	Zone et région associées
Bambaras	46,3 %	-
Peuls / Foulbés	9,4 %	-
Dogons	7,2 %	-
Marakas / Soninkés	6,4 %	-
Songhaïs / Djermas	5,6 %	-
Miniankas	4,3 %	-
Tamacheq (Touaregs)	3,5 %	Rurale / Nord
Bobos	2,1 %	-

Source : INSTAT 2009

Il importe de souligner qu'il existe aussi une variation considérable sur l'axe urbain-rural pour la proportion de la population appartenant aux groupes linguistiques. Le bambara, langue principale du pays, est parlé comme langue maternelle par 69,2 % des Maliens urbains, mais par seulement 41,4 % de la population rurale. Il convient de signaler aussi que même si l'Institut national de la statistique du Mali fait explicitement mention des groupes ethniques, il ne recueille et ne fournit des données que sur les groupes linguistiques.

Le fractionnement ethnolinguistique du pays est donc important, mais les chercheurs soulignent avec surprise que malgré l'importance considérable de l'ethnicité au Mali, l'identité ethnolinguistique n'est pas un enjeu politique de taille. Dowd et Driessen (2008, 6–8) définissent une mesure pour déterminer le degré d'association entre l'ethnicité individuelle et l'identification avec un parti politique et ils constatent qu'à ce titre, le Mali obtient un des scores les plus faibles parmi les dix-sept pays africains examinés dans leur étude. Dans la même optique, Dunning (2010, 23) observe que les premiers ministres maliens forment généralement un cabinet composé de

ministres venant de tous les groupes ethniques principaux du pays, et que depuis le retour des élections concurrentielles en 1992, aucun « parti ethnique » majeur ne participe au système politique malien. La recherche de Dunning concorde avec un volume considérable de recherche anthropologique menée au Mali, et dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, indiquant que certains clivages transversaux sont favorisés au Mali par le « cousinage à plaisanterie », une institution informelle permettant aux membres de groupes ethniques différents de créer des liens de collaboration et d'obligation réciproque au moyen d'un échange rituel de noms (Dunning 2010, 24-25). Le cousinage à plaisanterie est une pratique sociale existant dans plusieurs régions du Sahel occidental, mais il est particulièrement répandu au Mali, où il est observé chez tous les groupes ethniques principaux, à l'exception des Touaregs (Tamacheq) et des Arabes. Ces observations anthropologiques pertinentes viennent s'ajouter aux données recueillies au niveau macro qui indiquent que les facteurs tels le poids de l'ethnicité, la taille des groupes ethniques, la croissance différentielle ou le fractionnement des groupes ethniques et leur polarisation ne permettent pas de préciser adéquatement les niveaux et la directionnalité de la violence pendant la période 2012-2017.

Tableau 5 : Indicateurs de la fragilité de l'État dans le Sahel (2015)

Pays	Indicateurs de la fragilité de l'État												Total
	Pression démographique	Réfugiés et PDI	Grief collectif	Fuite humaine	Développement économique inégal	Déclin économique	Légitimité de l'État	Services publiques	Droits humains et État de droit	Dispositif de sécurité	Élites divisées en factions	Intervention externe	
Algérie	5,7	6,4	8,2	5,1	6,0	6,4	7,8	5,8	7,1	8,0	7,7	5,4	79,6
Burkina Faso	9,1	7,1	5,0	6,9	8,1	7,1	8,1	8,9	6,2	7,4	7,8	7,5	89,2
Côte d'Ivoire	8,1	9,0	8,7	6,7	7,9	7,1	8,5	9,0	7,9	8,3	9,1	9,7	100
Guinée	9,0	8,7	8,7	7,2	7,6	9,2	9,9	9,8	8,2	8,9	9,6	8,1	104,9
Mauritanie	8,6	8,5	6,9	6,3	7,1	8,0	7,9	8,9	8,0	7,4	8,8	8,5	94,9
Niger	9,6	7,9	7,5	6,9	8,4	8,2	7,5	9,3	6,8	8,7	8,9	8,1	97,8
Mali	9,1	7,8	7,6	8,4	7,4	8,2	6,0	9,0	6,7	8,7	4,9	9,3	93,1
Sénégal	8,0	7,8	6,3	7,4	7,3	7,3	5,5	7,9	6,2	6,2	6,6	6,5	83,0

Source : Fund for Peace (2015)

* Scores sur 10 pour chaque catégorie. 0 = le plus stable, 10 = le moins stable. Score total sur 120.

Les données provenant de l'indice de la fragilité des États du *Fund for Peace* (2015, voir le Tableau 5) indiquent que même si le score total du Mali le place pas très loin de la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Niger et juste en dessous de la Mauritanie, dans la catégorie des pays à haut risque en ce qui concerne la fragilité de l'État, sa vulnérabilité aux conflits est atténuée par ses scores particulièrement faibles pour les risques associés à la division des élites en factions et à la légitimité de l'État. Cela témoigne du fait qu'aucun groupe ethnique important ne soit exclu de l'appareil de l'État et que les groupes ethniques principaux ne mettent pas en question l'intégrité territoriale du pays. Cependant, le Mali et ses pairs régionaux ont des scores élevés pour la pression démographique et la mauvaise qualité des services publics, ce qui renforce l'idée que sa vulnérabilité aux conflits reflète des tendances démographiques générales au Mali plutôt qu'une tension ethnonationale particulière.

Les tendances du déplacement intérieur et transfrontalier de la population

Migration économique et sociale (récurrente)

Toute étude de la migration au Mali doit commencer par reconnaître des tendances à long terme qui sont antérieures à la migration survenue pendant le conflit de 2012-2013 et la période suivante, et qui continuent à fonctionner en parallèle avec elles. Les documents accompagnant le recensement de 2009 soulignent que la migration est un phénomène courant au Mali qui se produit pour plusieurs raisons. Le nomadisme (dans le Nord) et la transhumance sont des pratiques d'adaptation traditionnelles qui sont difficiles à cerner dans les chiffres du recensement³. De plus, la population proportionnellement petite des Touareg est la seule qui pratique le nomadisme, la migration économique étant de très loin la forme de migration la plus importante.

³ La transhumance est le déplacement du bétail et les activités économiques connexes permettant aux populations de subsister. Les mouvements migratoires du bétail sont influencés par le climat et par des conditions environnementales et politiques. L'INSTAT soutient que la transhumance n'est pas une forme de migration en soi, mais plutôt une forme de déplacement motivée par la nécessité de s'adapter aux conditions environnementales et aux exigences économiques comme trouver des terres, des zones de pâturage et des plans d'eau douce (INSTAT 2009, 5-6).

Selon l'Institut national de la statistique du Mali, une population est migratoire si elle se déplace d'un endroit de résidence permanente à un autre pour y rester pendant une période d'au moins six mois. Le recensement de 2009 a signalé que plus de 15 % de la population résidente du Mali est migratoire, ce qui correspond à environ 2 330 860 personnes (INSTAT 2009, 19). Le taux de migration se répartit de manière relativement égale entre hommes (51,3 %) et femmes (48,7 %). La migration est nettement plus caractéristique de la population urbaine, la proportion de migrants atteignant 36 % dans les zones urbaines et seulement 10,2 % dans les zones rurales (INSTAT 2009, 21). Bamako a la proportion de migrants la plus élevée (45,9 %), alors que la région de Tombouctou a la proportion la plus faible (6,4 %). L'Institut national de la statistique du Mali distingue aussi entre la migration interrégionale, intrarégionale et intercommunale (la migration entre des communes urbaines dans le district de Bamako). Les mouvements migratoires prennent une direction nettement interrégionale, 74,7 % des migrants étant dans cette catégorie. La migration interrégionale typique implique le déplacement des migrants économiques des centres urbains des régions du centre et de l'ouest du Mali vers Bamako et les grandes villes du Sud, de même que la migration rurale du Nord vers les mêmes destinations dans le Sud. Quant à la migration intrarégionale, elle n'implique que 20,2 % des migrants perpétuels et 5,1 % des migrants intercommunaux (INSTAT 2009, 20).

Comme c'est le cas pour les autres indicateurs démographiques, les tendances régionales sont frappantes. Comme on l'a déjà vu, le district de Bamako a la proportion de migrants la plus élevée (45,9 %) alors que la région du Tombouctou dans le Nord a la proportion la plus faible (6,4 %). Le Tableau 6 présente la distribution des populations migrantes et non migrantes selon le type (urbain ou rural) de zone et la région de résidence.

Tableau 6 : Proportion de la population migrante et non migrante selon le type (urbain ou rural) de zone et la région de résidence (2009)

Région	Zone urbaine			Zone rurale			Zone combinée		
	Migrante	Non migrante	%	Migrante	Non migrante	%	Migrante	Non migrante	%
Kayes	22,9	77,1	100	9,2	90,8	100	11,1	88,9	100
Koulikoro	32,4	67,6	100	16,5	83,5	100	17,3	82,7	100
Sikasso	24,3	75,7	100	11,1	88,9	100	13,2	86,8	100
Ségou	26,2	73,8	100	9,3	90,7	100	10,8	89,2	100
Mopti	25,5	74,5	100	6,7	93,3	100	8,6	91,4	100
Tombouctou	14,3	85,7	100	5,2	94,8	100	6,4	93,6	100
Gao	15,3	84,7	100	4,3	95,7	100	6,6	93,4	100
Kidal	19,3	80,7	100	5,7	94,3	100	10,9	89,1	100
Bamako	45,9	54,1	100	---	---	---	45,9	54,1	100
Mali	36	64	100	10,2	89,8	100	16,1	83,9	100

Source : INSTAT 2009

Les tendances générales sont claires et elles mettent en relief la concentration de la population migrante dans le district de Bamako, qui est composé uniquement de communes urbaines, et dans d'autres régions du Sud. Le Nord possède une proportion faible de résidents migrants : 6,4 % dans la région de Tombouctou, 6,6 % dans celle de Gao et 10,9 % dans celle de Kidal. C'est bien en deçà de la moyenne nationale de 16,1 %. La région de Kidal a une proportion légèrement plus élevée de migrants que la moyenne nationale, mais il ne faut pas oublier que les chiffres absolus sont faibles (67 300) puisque la région de Kidal est de loin la région du Mali la moins peuplée. Quant aux chiffres pour la région de départ, la seule tendance notable dans le Nord est la provenance rurale de la majorité des migrants dans la région de Tombouctou. Dans l'ensemble, les tendances migratoires dans les régions renforcent la dichotomie entre le Nord et le Sud déjà mise en lumière par les tendances démographiques générales, mais il est clair que le Nord n'est pas déstabilisé par l'afflux de migrants économiques venant du Centre, de l'Ouest et du Sud. Les mouvements migratoires indiquent plutôt une tendance au dépeuplement.

Enfin, il faut mentionner la question des migrants internationaux. Si l'on met de côté la question des réfugiés internationaux, les chiffres sont très faibles et ne laissent présager aucun choc migratoire transfrontalier qui pourrait avoir une influence particulière sur les régions du Nord ou sur une quelconque région administrative ailleurs au pays. Le recensement de 2009 a enregistré

313 354 migrants internationaux perpétuels au Mali et seulement 163 504 migrants internationaux récents (moins de cinq ans) (INSTAT 2009, 20). Le Mali estime la proportion totale de citoyens étrangers au pays à 0,76 % de la population résidente, le Burkina Faso (22 174), la Côte d'Ivoire (18 672) et la Guinée (16 464) étant les trois premiers pays de provenance (INSTAT 2009, vi). Pendant les cinq ans précédant le recensement de 2009, le Mali estime que seulement 107 316 personnes ont émigré de façon définitive du pays (INSTAT 2009, vi).

Réfugiés : étrangers au Mali et Maliens à l'extérieur du pays

Relativement à la taille de la population de même qu'en termes absolus, la population réfugiée au Mali est petite et demeure stable au fil du temps, variant entre 15 000 et 17 500 depuis le début de 2012 (HCR 2017). La proportion de réfugiés s'avère petite aussi par rapport au nombre d'étrangers non réfugiés résidant au pays enregistré par le recensement de 2009. La vaste majorité des réfugiés au Mali proviennent de la Mauritanie. En effet, les Mauritaniens constituent 87,4 % de la population réfugiée au Mali enregistrée par le HCR. C'est que la Mauritanie a connu elle-même une montée de la violence après la chute du régime de Kadhafi en Libye. Viennent ensuite en deuxième et troisième places, mais loin derrière les Mauritaniens, les réfugiés en provenance de la République centrafricaine et de la Côte d'Ivoire, qui constituent respectivement 5,6 % et 5,3 % de la population totale réfugiée au Mali. Le Tableau 7 résume la proportion et le nombre de réfugiés au Mali selon leur pays d'origine, tout en fournissant des renseignements sur l'endroit où ils se trouvent au pays.

Tableau 7 : Population réfugiée au Mali (selon les données pour décembre 2016)

Pays d'origine	% de la population réfugiée	Population	Région / district de résidence	% de la population réfugiée
Mauritanie	87,4	15 298	Kayes	87
République Centrafricaine	5,6	986	Bamako	10,5
Côte-d'Ivoire	5,3	923	Sikasso	2,5
Rép. Dém. du Congo	1,2	204	-	
Autres pays	0,4	67	-	

Source : HCR 2017

Les pays d'origine des réfugiés au Mali et les pays d'origine principaux des personnes non réfugiées au Mali sont tout à fait différents, ce qui témoigne des motivations individuelles et des situations politiques différentes dans les pays d'origine. Comme les réfugiés sont concentrés dans la région de Kayes, le Nord n'a subi aucune perturbation importante liée à la présence de réfugiés sur le territoire.

Le nombre de réfugiés maliens à l'extérieur du pays dépasse de très loin le nombre de réfugiés sur le territoire malien. Dans son rapport de 2009 sur la situation migratoire, l'Institut national de la statistique du Mali signale que des perturbations politiques en lien avec l'insurrection rebelle dans les trois régions du Nord se reproduisent régulièrement, mais il ne fournit pas de chiffres précis (INSTAT 2009, 6). En fait, dans ce rapport sur la situation migratoire au Mali, le terme « réfugié » n'est jamais employé pour décrire ni des groupes d'étrangers ni des groupes de citoyens. Dans la population d'émigrants indiquant que la raison pour leur départ était « politique » (0,1 % du total), le rapport inclut de petits groupes de réfugiés déplacés du Nord. Pendant les cinq ans précédant le recensement de 2009, l'Institut national de la statistique estime qu'il y a eu un total de 107 316 départs. La vaste majorité (80 %) de ces émigrants proviennent de zones rurales et ils sont presque tous (90,9 %) des hommes entre 20 et 25 ans (INSTAT 2009, 47-49). Comme raison principale pour leur départ, 86 % des émigrants indiquent qu'il s'agit de préoccupations économiques. Les tendances pour l'émigration qui a eu lieu avant le conflit reflètent les tendances démographiques déjà mises en lumière. En termes absolus et proportionnels, la plupart des émigrants quittent les zones dans le Centre et le Sud : entre 2005 et 2009, 30 872 personnes ont quitté la région de Kayes alors que seulement 4 900 ont quitté la région de Tombouctou. Bien que le district de Bamako soit la région du Mali la plus peuplée, il n'enregistre que 13 680 émigrants pour la même période.

Le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sont les organisations principales responsables des opérations dans les situations d'urgence pour des réfugiés et ils génèrent les statistiques les plus fiables. Comme le Tableau 8 l'indique, le nombre de réfugiés maliens passe de son niveau le plus bas, 10 584 en mars 2012, à son niveau le plus élevé, 159 107 en août 2013, pour ensuite se stabiliser à environ 140 000 entre la fin de 2016 et le début de 2017 (HCR 2017).

Tableau 8 : Réfugiés maliens et PDIs pendant la période 2012-2017

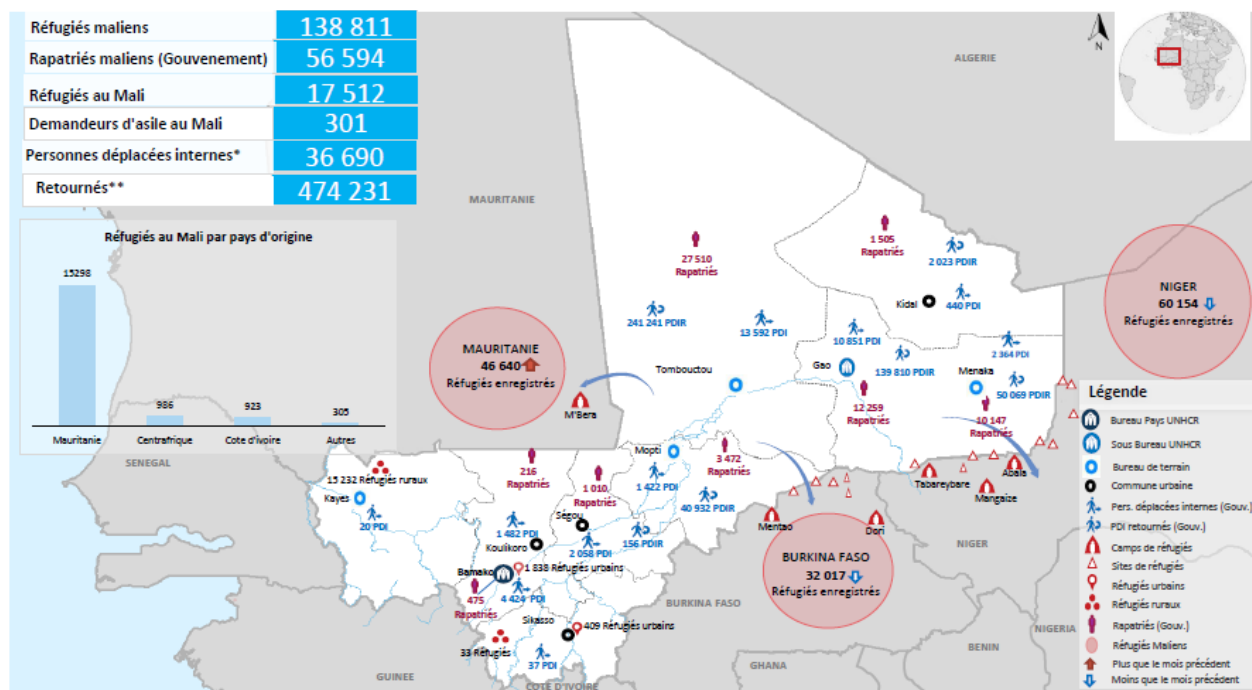
Type de personne	2012	2013	2014	2015	2016	03-2017
Réfugiés	10 864	112 244	146 345	133 816	135 304	141 450
Réfugiés rapatriés		-	-	-	-	57 408
Personnes déplacées internes (total)	230 000	218 000	61 600	49 900	36 690	45 766

Source : HCR 2017 ; OIM 2017 ; IDMC 2017

Les conditions de sécurité dans le Nord se sont détériorées depuis le début de 2017, ce qui provoque des perturbations (fermetures d'écoles, ponts et routes impraticables) avec un niveau de services publics lamentablement faible (HCR 2017).

Depuis décembre 2016, les réfugiés maliens sont concentrés dans trois pays avoisinants : le Niger (60 154 / 42,5 %), la Mauritanie (48 798 / 34,5 %) et le Burkina Faso (32 498 / 23 %), et 56 594 réfugiés maliens sont revenus au pays (HCR 2017). Presque tous les réfugiés maliens en Mauritanie proviennent de la région de Tombouctou et se trouvent dans le camp de réfugiés de M'Bera. Les réfugiés maliens au Niger se trouvent dans trois camps principaux situés à Tabareybare, Mangaize et Abala, qui sont près des villes de Ménaka et Gao dans la région de Gao. Depuis 2015, il y a une montée considérable de la violence dans la région de Gao. Au Burkina Faso, les deux camps de réfugiés principaux sont celui de Mentao, à la frontière de la région de Mopti au Mali, et celui de Dori, à la frontière du Niger. La Figure 1 donne une vue d'ensemble des mouvements principaux de réfugiés et PDIs et l'emplacement des camps de réfugiés.

Figure 1 : Mouvements de réfugiés et PDI et l'emplacement des camps de réfugiés (décembre 2016)



Source : HCR 2017

Le HCR fournit aussi des renseignements sur la situation socioéconomique et l'origine ethnique des réfugiés. On apprend, par exemple, que les réfugiés maliens au Burkina Faso proviennent surtout des *cercles* (départements) et des communes du Sud dans les régions de Tombouctou et Gao, comme Garmou-Rharous, Gossi et N'Tillit. C'est la partie sud de la région de Tombouctou, la région de Gao et la région de Mopti dans le centre du Mali qui ont été les plus touchées par la violence après 2013. Les réfugiés touareg constituaient 75,9 % des réfugiés enregistrés par le HCR au Burkina Faso en décembre 2016, un pourcentage très important étant donné que les Touaregs ne représentent que 3,5 % de la population totale du Mali. Les réfugiés peuls et arabes viennent en deuxième place, mais loin derrière, chacun de ces deux groupes de réfugiés ne représentant qu'environ 10 % du total (HCR 2017).

Dans l'ensemble, les tendances indiquées par les chiffres pour les réfugiés – qu'il s'agisse du nombre de réfugiés, des variations des mouvements de réfugiés au fil du temps, de l'emplacement des réfugiés à l'extérieur du Mali ou de la composition ethnique et régionale des

groupes de réfugiés –, permettent de suivre l'évolution de la situation de sécurité dans les régions du nord de Tombouctou et Gao, et dans la région centrale de Mopti. Les mouvements de réfugiés ont augmenté énormément au début de la première offensive des Touaregs et de l'AQMI allant du nord du pays vers le sud et Bamako, et ils continuent d'augmenter encore, mais de façon moins spectaculaire. Peu de réfugiés sont retournés au Mali, ce qui montre que la situation de sécurité est toujours en train de se détériorer dans le Nord et dans le Centre.

Personnes déplacées internes (PDIs)

Proportionnellement, il y a beaucoup plus de personnes déplacées internes (PDIs) au Mali que de réfugiés. La Tableau 8 indique que le nombre de PDIs a atteint un sommet de 230 000 en 2012, lors de la rébellion des Touaregs et de l'AQMI qui a provoqué l'effondrement de l'État, que ce nombre a diminué tout au long de 2016, mais qu'il augmente depuis la fin de 2016. Cependant, il est bien connu que les statistiques sur les PDIs sont peu fiables. En effet, les PDIs ne traversent pas les frontières d'États souverains, alors ils ne sont pas enregistrés par le HCR. Les chiffres présentés ici proviennent des statistiques du gouvernement du Mali, des renseignements partiels du HCR et des données recueillies par l'*International Displacement Monitoring Centre (IDMC)*, une ONG qui fournit des statistiques importantes sur les PDIs. Au total, il y avait 474 231 PDIs au Mali en octobre 2016, chiffre qui inclut les retournés. Au Mali, ni le gouvernement ni le HCR n'ont de camps pour les PDIs. Par conséquent, ceux-ci représentent un fardeau supplémentaire pour des communautés locales dont les ressources insuffisantes sont déjà utilisées au maximum (IDMC). Selon les chiffres de l'IDMC, en décembre 2014 les villes dans le sud du Mali avaient 32 038 PDIs sur leur territoire, la majorité de ces personnes se trouvant à Bamako (14 386), Koulikoro (10 456) et Ségou (2 106). À la même époque, il y avait 29 583 PDIs dans le nord du pays, où elles étaient concentrées à Kidal, (11 990), Tombouctou (10 348) et Gao (7 245). La plupart des PDIs louent un logement temporaire ou résident chez des parents. Les ratios pour le lieu de résidence des PDIs indiquent une situation inverse dans le Sud par rapport au Nord. En effet, les chiffres pour juin 2014 indiquent qu'à cette époque 69 % des familles déplacées internes dans le Sud louaient des maisons alors que 25 % d'entre elles résidaient chez des familles d'accueil, mais que dans le Nord, 83 % des PDIs résidaient chez des familles d'accueil. Les tendances liées à l'emplacement et au retour des PDIs mettent à l'épreuve aussi les régions du nord

du Mali et la région centrale de Mopti. En décembre 2016, la région de Tombouctou comptait 13 592 PDIs et 241 241 PDIs retournés. Ensuite, il y avait la région de Gao avec 10 851 PDIs et 139 810 PDIs retournés, et puis la région de Mopti avec 1 422 PDIs et 40 932 PDIs retournés (HCR 2017). La grande majorité des PDIs du Nord ont initialement trouvé refuge dans le Sud et dans l'Ouest avant de retourner au Nord.

Conclusion

Au Mali, les tendances démographiques, ethniques, régionales et migratoires sont en lien avec l'insurrection et le terrorisme dans le Centre et le Nord. En même temps, elles reflètent des tendances plus générales dans toute l'Afrique subsaharienne : une croissance démographique rapide, des taux de fécondité élevés, des services publics de piètre qualité et une explosion de la population urbaine de jeunes sans-emplois. En ce sens, la situation du Mali ressemble à celle des pays avoisinants comme le Niger, le Burkina Faso et la Guinée. Cependant, ces tendances démographiques sont plus complexes au niveau régional, les taux élevés de fécondité et mortalité étant observés surtout dans les zones urbaines du Sud, du Centre et de l'Ouest. On ne trouve pas les mêmes taux dans les régions du nord du Mali, surtout pas dans les régions de Tombouctou et Gao. Les mêmes tendances peuvent être observées par rapport à la migration interne qui n'est pas liée au conflit, les régions du nord du Mali ayant peu de migrants. En revanche, les régions de Gao, Tombouctou et Kidal sont en train de se dépeupler de sorte que leur poids démographique diminue par rapport aux régions plus peuplées du Mali.

Le conflit de 2012-2013 et l'insurrection qui l'a suivi n'ont pas non plus leur source dans la démographie ethnique du Mali. C'est un pays fragmenté où l'identité ethnolinguistique a de l'importance, mais celle-ci ne se traduit pas en affiliation politique. À ce titre, les Touaregs (Tamacheq) représentent la seule exception : ils sont nomadiques et ne constituent que 3,5 % de la population, mais ils ont été très impliqués dans le conflit de 2012-2013 et une proportion importante des réfugiés maliens au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie sont touareg. Les Touaregs sont le seul groupe minoritaire au Mali signalé par le projet *Minorities at Risk (MAR)* (Minorities at Risk 2009), et dans la base de données *Ethnic Power Relations*, ils sont désignés comme des partenaires mineurs de la coalition au pouvoir au Mali entre 1996 et 2010, mais qui ont été exclus par la suite (Cederman *et al.* 2010).

Les tendances pour les réfugiés et les PDI sont plus en corrélation avec la dynamique du conflit dans le centre et le nord du Mali. En effet, il y a une étroite correspondance entre les mouvements de réfugiés et la montée de la violence en 2012-2013, quand on a vu, dans les régions de Gao et Tombouctou, un exode de personnes cherchant refuge dans les camps de réfugiés les plus près de leur région d'origine. La plupart des réfugiés proviennent de groupes ethniques plus petits comme les Touaregs et les Peuls. Cependant, les mouvements de réfugiés sont surtout le résultat, non pas la cause, de la violence initiale. Puisque peu de réfugiés sont retournés dans leur région d'origine, il ne semble pas probable non plus que la pression exercée par les retournés ait alimenté la violence dans les régions de Gao, Tombouctou et Mopti. La situation des PDIs est légèrement différente. Beaucoup de PDIs ont cherché refuge dans leur région d'origine, mais il y en a d'autres qui l'ont cherché dans le Sud et qui sont retournés par la suite dans leur région d'origine. Ce mouvement considérable d'êtres humains a peut-être exercé une pression sur des communautés locales et des marchés de travail tout en grevant des ressources administratives.

Cependant, ces tendances démographiques et migratoires devraient être évaluées dans le contexte d'autres développements importants identifiés dans la littérature abondante sur le conflit malien, y compris l'exclusion des Touaregs des alliances locales et nationales (Kohl 2010 ; Ronen 2013 ; Cline 2013 ; Saraceno 2015), les changements survenus dans l'Islam sahélier politique (Aldrich 2014 ; Campana et Jourde 2017), les pressions écologiques (Boccanfuso 2011) et l'échec de l'État malien (Bleck et Mitchelick 2012 ; Boas et Elin Torheim 2013).

Bibliographie

- Aldrich, Daniel P. 2014. "First Steps Towards Hearts and Minds? USAID's Countering Violent Extremism Policies in Africa." *Terrorism and Political Violence* 26: 523-46.
- Bleck, Jaimie, and Kristin Michelitch. 2015. "The 2012 Crisis in Mali: Ongoing Empirical State Failure." *African Affairs* 114: 598-623.
- Boas, Morten, and Liv Elin Torheim. 2013. "The Trouble in Mali—Corruption, Collusion, Resistance." *Third World Quarterly* 34: 1279–92.
- Boccanfuso, Dorothée, and Luc Savard. 2011. "The Food Crisis and Its Impacts on Poverty in Senegal and Mali: Crossed Destinies." *Development Policy Review* 29: 211-47.
- Campana, Aurélie, and Cédric Jourde. 2017. "Islamism and Social Movements in North Africa, the Sahel and Beyond: Transregional and Local Perspectives." *Mediterranean Politics* 22: 1-15.
- Cederman, Lars-Erik, Andreas Wimmer, and Brian Min. 2010. "Why Do Ethnic Groups Rebel? New Data and Analysis." *World Politics* 62: 87-119.
- Cline, Lawrence E. 2013. "Nomads, Islamists, and Soldiers: The Struggles for Northern Mali." *Studies in Conflict and Terrorism* 36: 617-34.
- Dowd, Robert A., and Michael Driessen. 2008. "Ethnically Dominated Party Systems and the Quality of Democracy : Evidence from Sub-Saharan Africa." London: Afrobarometer.
- Dunning, Thad, and Lauren Harrison. 2010. "Cross-Cutting Cleavages and Ethnic Voting: An Experimental Study of Cousinage in Mali." *American Political Science Review* 104: 21-39.
- Fox, Leslie, and Alice Nabalamba. 2010. "Employment, Income and Gender in Mali: Correlates of Inequality." *Journal statistique africain* 12: 12-113.
- Fund for Peace. 2015. "Failed States Index." ed. Fund for Peace. Washington, DC.
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. 2017. "Synthèse Globale Des Données Des Réfugiés Maliens Au Burkina Faso." Genève.
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. 2017. "Mali: Réfugiés, Rapatriés Et Personnes Déplacées Internes. 31 Décembre 2016." Genève.
- International Organization for Migration, 2016. "Mali Crisis: IOM Response. May 2016." Geneva.
- Kohl, Ines. 2010. "Modern Nomads, Vagabonds or Cosmopolitans, Reflections on Contemporary Tuareg Society." *Journal of Anthropological Research* 66: 449-62.
- Lima, Stéphanie. 2013. "Territoires Multisitués Et Circulation Migratoire." *L'espace géographique* 42: 340-53.
- Mali. 2009. "4ème Recensement Général De La Population Et De L'habitat Du Mali (Rgph-2009). Analyse Des Résultats Définitifs: État Et Structure De La Population. Bamako. Institut national de la statistique
- . 2009. "4ème Recensement Général De La Population Et De L'habitat Du Mali (Rgph-2009). Analyse Des Résultats Définitifs: Migration." Bamako. Institut national de la

- statistique.
- . 2009. "4ème Recensement Général De La Population Et De L'habitat Du Mali (Rgph-2009). Analyse Des Résultats Définitifs: Mortalité." Bamako. Institut national de la statistique
- . 2009. "4ème Recensement Général De La Population Et De L'habitat Du Mali (Rgph-2009). Analyse Des Résultats Définitifs: Natalité Et Fécondité." Bamako. Institut national de la statistique
- . 2015. "Le Mali En Chiffres." Bamako. Institut national de la statistique
- Minorities at Risk Project. 2009. "Minorities at Risk Dataset.", Center for International Development and Conflict Management. College Park, MD.
- Ronen, Yehudit. 2013. "Libya, the Tuareg and Mali on the Eve of the 'Arab Spring' and in Its Aftermath: An Anatomy of Changed Relations." *Journal of North African Studies* 18: 544–59.
- Saraceno, Francesco. 2015. "Reflections on Azawad Crisis and Malian Democracy: The Statehood, Its Deficiencies and Inclusion Failure." *Journal of Asian and African Studies* 50: 343–58.
- United Nations high commissioner for refugees, 2017. "Mali: Operational Portal: Refugee Situations." Geneva.
- . 2017. "Mali: Un Expert Calls for Stronger Protection of Civilians Amid Ongoing Violence." Geneva: UNHCR - News Center.
- . 2017. "Total Refugees and People in Refugee-Like Situations Assisted by Unhcr." New York: UN Data.
- United Nations, 2017. "Mali - Language Groups." UN Data. New York.
- . "World Statistics Pocketbook: Country Profile: Mali." United Nations Statistics Division, <http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=Mali#Social>.
- . 2010. "Poverty in Mali in the 2000s: A Success Story?" New York.
- World Health Organization. 2016. "Factsheets of Health Statistics: 2016." Geneva.
- World Bank, 2017. "World Development Indicators." World Bank. Washington, DC.

À propos des auteurs

Christian Leuprecht (Ph.D, Queen's) est professeur titulaire en science politique au Royal Military College, détaché en tant que Matthew Flinders Fellow à la Flinders University en Australie-Méridionale. Il est lauréat du RMC's Cowan Prize for Excellence in Research et membre élu du College of New Scholars of the Royal Society of Canada. Il est président de l'International Sociological Association's Research Committee 01: Armed Forces and Conflict Resolution, Munk Senior Fellow au Macdonald Laurier Institute et nommé conjointement au département d'études politiques et à la School of Policy Studies de la Queen's University, où il est également membre de l'Institute of Intergovernmental Relations et du Queen's Centre for International and Defence Policy. Expert en sécurité et défense, en démographie politique, en fédéralisme comparatif et en gouvernance multiniveaux, il a occupé des postes d'invité en Amérique du Nord, en Europe et en Australie, et est régulièrement appelé comme témoin expert pour témoigner devant les comités du Parlement.

Philippe Roseberry est chercheur et chargé de cours en sciences politiques au Royal Military College of Canada et à la Queen's University, où il se spécialise dans les conflits intra-étatiques, les guerres civiles, les conflits ethniques et le nationalisme. Philippe a une expertise régionale et une expérience de terrain dans l'Europe postcommuniste, en particulier en ex-Yougoslavie et en Ukraine, et a également fait des recherches sur les conflits en Amérique latine et en Afrique. Dans sa thèse de doctorat, il a examiné le comportement conflictuel des organisations armées régulières et irrégulières dans les conflits croates et bosniaques de 1991-1995, en mettant l'accent sur les modes de recrutement. Il a publié des articles dans *Europe-Asia Studies* et *Publius* et participe actuellement à plusieurs projets de recherche sur les conflits ethniques et les migrations.

À propos du Centre FrancoPaix

Suite au XVe Sommet de la Francophonie et à la Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone, la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques a mis sur pied le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix afin de participer aux efforts et aux objectifs stratégiques de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en matière de prévention et gestion des conflits.

Inauguré en janvier 2016 grâce à l'appui financier de l'OIF, le Centre FrancoPaix s'est donné pour mission de :

- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en français dans le domaine des études de paix et conflits, notamment sur les questions de résolution et gestion des conflits et des missions de paix;
- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en matière de résolution des conflits à propos des pays francophones, africains notamment;
- Contribuer à la recherche axée sur la résolution des conflits et les missions de paix et concourir à sa diffusion, notamment dans le cadre d'activités de coproduction du savoir avec les décideurs et praticiens du domaine;
- Faciliter les échanges intellectuels et la circulation des savoirs en favorisant la mobilité, l'innovation et les collaborations entre les institutions, les chercheurs universitaires et les étudiants du « Nord » et du « Sud ».

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca

Canada 